

# La crainte d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée

Pierre-Yves Puippe

*L'Europe pourrait être confrontée à un important problème de compétences dans un avenir proche. Entre 2006 et 2020, plus de 20 millions de nouveaux emplois devraient être créés alors que dans le même temps les postes de 85 millions de personnes devront être repourvus en raison, notamment, de départs à la retraite. Il y aura plus d'emplois mais une population en âge de travailler en nette diminution.*

En l'espace d'un peu plus de dix ans, un taux d'emplois d'environ 74% sera nécessaire pour éviter une possible pénurie de main-d'œuvre. Pour rester compétitives, les politiques européennes doivent mettre en place des stratégies qui permettent de satisfaire les besoins d'une économie qui sera de plus en plus orientée vers les services. Telle est l'une des conclusions d'un rapport publié par le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP).

En mars 2008, le Conseil européen a demandé à la Commission européenne de procéder à une évaluation générale des futurs besoins de compétences en Europe jusqu'en 2020. L'objectif était de proposer des façons d'anticiper les futurs besoins en tenant

compte de l'évolution technologique et du vieillissement de la population. Ce rapport prévisionnel concerne les 25 Etats membres de l'Union européenne ainsi que la Norvège et la Suisse.

## ÉVOLUTION DES STRUCTURES PROFESSIONNELLES

Au cours des dernières décennies, l'Europe a connu un important changement structurel. Les services et les emplois à forte exigence de connaissance se sont considérablement développés alors que le secteur primaire et le secteur industriel traditionnel occupaient une place de plus en plus réduite dans l'économie européenne. Cette tendance devrait encore marquer la prochaine décennie. Certes, l'élargissement de l'Europe vers de nouveaux membres à

*D'où viendra la relève? Il faudra trouver plus de 12 millions supplémentaires de professionnels hautement qualifiés d'ici à 2015 en Europe.*



L'Est a modifié quelque peu cette structure mais n'en a pas inversé le mouvement. Les prévisions prévoient ainsi une augmentation de 13 millions d'emplois entre 2006 et 2015 pour l'ensemble des pays européens (Europe des 25 sauf la Bulgarie et la Roumanie, dont les données n'en sont pas encore disponibles) ainsi que la Norvège et la Suisse. Cette augmentation devrait se faire malgré la perte de plus de 2 millions d'emplois dans le secteur primaire et d'un demi-million dans l'industrie manufacturière.

L'augmentation des emplois devrait avoir lieu essentiellement dans le commerce et les services (9 millions d'emplois), dans la distribution et le transport, hôtellerie et restauration comprise (3 millions d'emplois) et dans une mesure semblable dans les services non marchands, soit dans la santé et l'éducation.

Bien sûr, ces prévisions sont des moyennes et différents scénarios, plus ou moins pessimistes ou optimistes, ont été envisagés. Ainsi la croissance globale de l'emploi pourrait varier entre 7,5 et 17,5 millions. Quoi qu'il en soit, les secteurs primaire et manufacturier resteront d'importants pourvoyeurs d'emplois ainsi que des piliers essentiels de l'économie.

### UNE ÉVOLUTION DE LA PRATIQUE DES MÉTIERS

Le système d'organisation et de production du travail suite aux mutations technologiques et organisationnelles est appelé à changer également. Cette évolution renforcera encore cette tendance. Les conséquences en termes d'emploi dans les différentes professions se traduiront par un accroissement continu de la demande axée sur les travailleurs hautement et moyennement qualifiés. Quelques catégories spécifiques de travailleurs moins qualifiés seront également demandées. En 2006, sur les 210 millions de travailleurs européens, un peu moins de 80 millions occupaient des emplois hautement qualifiés et non manuels (poste de gestion, professions libérales, soutien technique...). Cette catégorie sera de plus en plus demandée dans les 10 prochaines années. Un constat intéressant à relever est le fait que même dans les domaines où l'emploi est appelé à décliner, il y aura toujours un nombre important de débouchés et de besoins d'éducation et de formation.

Les emplois qui disparaissent dans un certain nombre de catégories professionnelles sont en principe largement compensés par l'obligation future de remplacer la plupart des travailleurs quittant la vie active pour la retraite, ou pour d'autres raisons. Cependant, il est évident que la nature et surtout les compétences demandées évolueront également. Dans la plupart des professions, les besoins en qualifications vont connaître une hausse spectaculaire. Entre 2006 et 2015, l'Europe créera plus de 12,5 millions d'emplois au niveau de qualification le plus élevé et 9,5 millions au niveau moyen, incluant les qualifications professionnelles. En revanche, le nombre d'emplois destinés aux travailleurs peu qualifiés diminuera de 8,5 millions.

### QUELLES QUALIFICATIONS POUR QUELLES PROFESSIONS ?

Dans l'ensemble des professions, les besoins en qualification devraient s'accroître. C'est dans les professions non manuelles qu'un niveau élevé de qualification sera le plus demandé, tandis que les

professions manuelles qualifiées nécessiteront de plus en plus de qualifications de niveau moyen. Ces changements reflètent la progression constante annoncée de l'offre en titulaires de diplômes, certificats et autres titres formels. Evidemment, ces prévisions varient d'un pays à l'autre. Mais l'augmentation des besoins en compétences demeure soutenue partout. On le pressent en lisant ces résultats. Une analyse détaillée est indispensable, car elle influencera les politiques à tout mettre en œuvre pour assurer la compétitivité de l'économie européenne. En effet, les pouvoirs publics devront prendre à temps des mesures pour prévenir, ou au moins limiter, les risques de déséquilibre entre offre et demande de compétences.

L'Europe a besoin d'une stratégie pour satisfaire les demandes d'une économie à forte intensité de connaissances axées sur les services. Les travailleurs doivent toujours être en mesure d'adapter leurs compétences à l'évolution du marché du travail. Cette évolution a des conséquences sur l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie. Il est nécessaire d'adopter une stratégie cohérente et ambitieuse visant à réduire le nombre de jeunes déscolarisés ou sortant sans diplôme, à établir un programme global de compétences pour les adultes. Il faut accroître le nombre de travailleurs ayant reçu une formation en sciences et en technologie, ainsi que dans des domaines professionnels.

Les compétences acquises en dehors du système d'enseignement officiel, que ce soit pendant les heures de travail, de loisirs ou à l'étranger doivent être visibles et estimées à leur juste valeur. Un système de validation des acquis de l'expérience revêt dans ce cadre une importance vitale. Il permet de reconnaître les compétences, les connaissances et les qualifications de chacun, même si ces savoirs ont été acquis de manière non formelle. Pour des travailleurs ayant un faible niveau de qualification formelle, les personnes âgées, les personnes issues de l'immigration, une telle validation devrait faciliter leur insertion à un niveau adéquat dans le marché de travail. Sans cette validation, il y a fort à craindre que l'économie gaspille des compétences essentielles. Face à l'augmentation prévue des demandes de compétences dans le marché du travail, il faut impérativement mettre à profit tous les outils à la disposition des Etats, pour assurer à l'économie les compétences dont elle a besoin pour rester compétitive.

Quelles mesures de formation, de conseil et d'orientation devront être prises afin de disposer de compétences adéquates et dans la quantité nécessaire? Comment gérer les mesures actives et passives en faveur de l'emploi pour gérer la répartition des compétences? Dans quel sens agir sur les politiques migratoires, sur la mobilité de la main-d'œuvre? Telles sont les principales questions auxquelles les Etats de l'Europe devront répondre, si possible de manière coordonnée pour assurer le futur fort à l'économie du continent.

**Pierre-Yves Puijpe** est rédacteur à PANORAMA.

Cet article a été composé sur la base du rapport publié par le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP): «Future Skill Needs In Europe. Medium-Term Forecast. Synthesis Report.» Il peut être téléchargé à l'adresse: [www.trainingvillage.gr/etv/Information\\_resources/Bookshop/default.asp](http://www.trainingvillage.gr/etv/Information_resources/Bookshop/default.asp). Il reprend en grande partie la note d'information et le résumé du rapport proposé par le CEDEFOP.